

Sir Robert Laird Borden

8^e premier ministre du Canada

Faits en bref

Mandat

- 10 octobre 1911 - 10 juillet 1920

Naissance

- Le 26 juin 1854 à Grand Pré (Nouvelle-Écosse)

Décès

- Le 10 juin 1937 à Ottawa (Ontario)
- Inhumé au cimetière Beechwood, à Ottawa (Ontario)

Études

- Acacia Villa Academy, à Horton (Nouvelle-Écosse)

Vie privée

- Marié en 1889 à Laura Bond (1863-1940)

Emplois

- 1868-1872, enseignant, Horton (Nouvelle-Écosse)
- 1872-1874, enseignant, Matawan (New Jersey)
- Avocat (reçu au Barreau de la Nouvelle-Écosse en 1878)
- 1924-1930, chancelier de l'Université Queen's à Kingston
- 1928, président, compagnie Crown Life Insurance
- 1929, président, Barclay's Bank (Canada)
- 1930, président, Société historique du Canada
- Auteur

Parti politique

- Conservateur
- 1901-1920, chef du parti
- 1917-1920, gouvernement d'union (alliance de libéraux et de conservateurs en faveur de la conscription)

Circonscriptions

- 1896-1904, 1908-1917, Halifax (Nouvelle-Écosse)
- 1905-1908, Carleton (Ontario)
- 1917-1920, Kings (Nouvelle-Écosse)

Autres charges

- 1911-1917, président du Conseil privé
- 1912-1920, secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Vie politique

- Chef de l'opposition, 1901-1911
- Premier ministre du Canada durant la Première Guerre mondiale, 1914-1918
- *Loi sur les mesures de guerre*, 1914
- *Loi de l'impôt de guerre sur le revenu*, 1917
- *Loi du service militaire*, 1917
- *Loi des élections en temps de guerre*, 1917
- Principal auteur de la résolution IX de la Conférence impériale de guerre, 1917
- Droit de vote accordé à toutes les femmes, 1918
- Chef de la délégation canadienne à la Conférence de la paix à Paris, 1919

Biographie

On peut difficilement s'attendre à ce que nous mettions 400 000 ou 500 000 hommes sur le terrain et à ce que nous acceptions sans broncher un rôle de jouets-robots dont on ne sollicite pas l'avis et à qui l'on n'accorde aucune considération.

– Sir Robert L. Borden, le 4 janvier 1916

Le premier ministre sir Robert Borden amorce sa carrière politique comme impérialiste convaincu. Lorsqu'il était chef de l'opposition, il critiquait les politiques de sir Wilfrid Laurier concernant la Grande-Bretagne. Cependant, une fois au pouvoir, il comprend que le Canada doit occuper une position indépendante au sein de l'Empire. Compte tenu de la Première Guerre mondiale et du sacrifice de la vie de nombreux Canadiens en Europe, il s'efforce de donner au pays une voix autonome dans les affaires de l'Empire et les affaires internationales. Grâce aux efforts que Borden déploie pendant ses neuf années au pouvoir, le Canada obtient une plus grande indépendance; le pays se dégage de la Grande-Bretagne et acquiert la réputation d'être neutre dans le domaine des affaires internationales.

Robert Laird Borden est né à Grand Pré (Nouvelle-Écosse), en 1854. Son père, propriétaire d'une ferme, travaille aussi comme chef de gare. Le jeune Borden entreprend ses études à l'Acacia Villa Academy, à Horton (Nouvelle-Écosse). Grâce à ses capacités intellectuelles exceptionnelles, il devient enseignant adjoint dans son école à l'âge de 14 ans. À 19 ans, il enseigne à Matawan, dans le New Jersey. Il retourne en Nouvelle-Écosse deux ans plus tard et commence un stage dans un cabinet d'avocats, car ses ressources ne lui permettent pas d'étudier le droit à l'université. Reçu au Barreau en 1878, il commence à se tailler une place comme avocat avec Charles Hibbert Tupper, fils du futur 6^e premier ministre, Charles Tupper.

Borden entre en politique par l'intermédiaire de la famille Tupper. Élu à la Chambre des communes en 1896, il remplace Tupper en 1901 à la tête du Parti conservateur, désorganisé depuis la mort de sir John A. Macdonald, en 1891. Les conservateurs essuient de cuisantes défaites aux élections de

1896 et de 1900. Borden consacre les dix années où il est chef de l'opposition à rebâtir le parti. Il ne possède ni la maîtrise oratoire ni le charisme de Laurier, mais se montre d'une efficacité méthodique et d'une grande ardeur au travail. Au sein du parti, toutefois, on méconnaît parfois ses capacités. Ses tentatives pour réconcilier ses collègues, dont les opinions divergent, ont souvent été prises pour de l'indécision.

La Première Guerre mondiale met à l'épreuve le leadership de Borden. Un lourd fardeau pèse sur les rouages du gouvernement, l'économie et la structure sociale nationale. En août 1914, lorsque la guerre éclate, Borden, au pouvoir depuis seulement trois ans, mesure l'ampleur de la crise qui s'impose soudainement. Il faut non seulement rassembler, former et armer des troupes, mais aussi réorganiser tout un pays pour fournir de l'équipement et de la main-d'œuvre, réglementer l'industrie, l'agriculture et les transports, ramasser de l'argent et protéger la devise, autant de tâches essentielles à l'effort de guerre.

Borden se rend en Europe en 1915 rencontrer des soldats canadiens au front et d'autres, blessés et soignés dans des hôpitaux en Grande-Bretagne. Leur souffrance l'horrifie, et il est consterné par l'incompétence du haut commandement britannique. Il exige donc que le Canada ait son mot à dire dans la planification alliée. Il croit aussi fermement que des renforts viendront appuyer les efforts des soldats canadiens en France. Confronté à une baisse de l'enrôlement, il propose la conscription.

Cette question divise instantanément le pays et le Cabinet de Borden. Ses ministres du Québec lui refusent leur appui. Borden propose alors de former, pour la durée de la guerre, un gouvernement de coalition composé de libéraux et de conservateurs; certains acceptent l'invitation de Borden de se joindre à son Cabinet. En fin de compte, la coalition remporte les élections de 1917, mais non sans en payer le prix. La province de Québec, complètement aliénée, n'est pas représentée au sein du Cabinet. Borden décrète aussi la *Loi des élections en temps de guerre*, qui prive injustement de nombreux Canadiens de descendance germanique ou d'autres origines étrangères de leur droit de vote. En plus d'avoir à diriger un gouvernement en temps de guerre, Borden doit congédier son ministre de la Milice et de la Défense, et affronter les scandales liés à la corruption et aux abus de ceux qui profitent de la guerre pour s'enrichir. Lorsque l'édifice du Centre du Parlement est incendié, en février 1916, Borden s'échappe, légèrement brûlé et en bras de chemise, laissant son bureau et tout son contenu en proie aux flammes.

Même si la guerre se termine en 1918, Borden poursuit sa tâche. Il insiste pour que le Canada soit représenté par une délégation indépendante à la Conférence de la paix à Paris, et il participe à la création de la Société des Nations. En 1920, après tant d'années de travail acharné, Borden, souffrant de problèmes de santé, abandonne son poste de premier ministre. Sa retraite lui est bénéfique : il s'occupe de ses affaires, présente des conférences et écrit jusqu'à sa mort, en 1937.

Relations internationales

En 1912, le gouvernement Borden dépose le projet de loi d'aide à la Marine, lequel engagerait le Canada à octroyer jusqu'à 35 millions de dollars à la Grande-Bretagne pour l'aider à acquérir trois navires de guerre. Les libéraux s'y opposent. Les conservateurs recourent à la clôture afin de faire adopter le projet, mais, au Sénat, la majorité libérale le rejette.

Cette même année, en plus d'être premier ministre, Borden devient secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les premiers ministres canadiens qui lui succéderont exerceront aussi cette fonction jusqu'en 1946, année où Louis St-Laurent, ministre de la Justice dans le gouvernement Mackenzie King, est nommé au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

En 1914, Borden et son gouvernement sont impliqués dans l'incident du *Komagata Maru*, un navire japonais transportant des passagers indiens désireux d'immigrer au Canada. Se rendant de l'Inde à Vancouver en passant par Hong Kong, le navire défie la *Loi sur le passage sans escale*. Le Canada refuse l'entrée au pays aux passagers et les oblige à retourner en Inde.

Lorsque, en août 1914, la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne, le Canada se trouve lui aussi engagé dans le conflit. Mais le gouvernement canadien n'a aucune prise sur le déploiement de ses soldats. La situation change en avril 1917, à la crête de Vimy. C'est la première fois que les quatre divisions canadiennes combattent ensemble. La victoire marque le premier succès majeur des Alliés de la Première Guerre mondiale et démontre l'importance de l'union des forces. Des soldats anglophones, francophones, noirs, asiatiques, métis et membres des Premières Nations ont été les vainqueurs de Vimy; tous ont pris la crête en tant que Canadiens.

Une fois en guerre, le gouvernement canadien considère avec suspicion les immigrants d'origine allemande ou austro-hongroise. Accusés d'être des ennemis étrangers, ces immigrants sont placés sous surveillance policière ou internés dans des camps. Certains perdent leur emploi, et l'on force plusieurs écoles, églises et journaux de langue germanique à fermer leurs portes.

En 1919, Borden dirige la délégation canadienne à la Conférence de la paix à Paris. Il insiste pour que le Canada signe le traité de Versailles et devienne membre de la Société des Nations, ce qui confère au pays un statut international.

Anecdote

Le cauchemar est terminé

En 1911, Sam Hughes est ministre de la Milice et de la Défense. Politicien doué et partisan loyal du premier ministre sir Robert Borden, il est toutefois vantard et imprévisible. Lorsque la guerre éclate, en 1914, les membres du Cabinet s'interrogent. Verront-ils le meilleur ou le pire de Sam Hughes? Réponse : les deux. Trois mois après le début de la guerre, Hughes rassemble, forme et arme 33 000 soldats canadiens qu'il accompagne en Grande-Bretagne. C'est là une réalisation

remarquable. Mais les fusils que doivent utiliser les soldats sont défectueux; ils s'enrayent souvent lorsque les hommes sont sur le terrain, et certains y perdent ainsi la vie. Bien que le rôle de Hughes dans l'armée britannique soit limité, il insiste pour se mêler de la chaîne de commandement. Hughes est l'empereur, et l'armée canadienne est son empire! Borden doit examiner avec soin la valeur de cet homme. Hughes a un comportement changeant et difficile à supporter, mais il est populaire auprès du public. Son congédiement aurait une influence néfaste sur le gouvernement. Borden continue donc à laisser la bride lâche...

En septembre 1916 arrive la goutte qui fait déborder le vase : Hughes fait fi des instructions explicites du premier ministre. Les tâches de Hughes sont immédiatement attribuées à deux autres ministres. Lorsque Hughes proteste avec colère auprès de Borden, il reçoit une lettre dans laquelle on lui demande de donner sa démission :

« Vous devez sûrement vous rendre compte que je ne puis garder au sein du gouvernement un collègue qui s'est adressé à moi d'une telle manière. Je regrette que vous m'ayez contraint à exécuter la tâche désagréable de demander votre démission à titre de ministre de la Milice et de la Défense. »

L'un des membres du Cabinet déclare : « Le cauchemar est terminé. »

Bibliographie

Bibliothèque et Archives Canada. *Le Canada et la Première Guerre mondiale*. Mise à jour : le 7 novembre 2008, www.collectionscanada.gc.ca/premierreguerre/025005-1300-f.html [page consultée le 4 août 2009].

Bibliothèque et Archives Canada. *Le vécu des immigrants*. Mise à jour : le 20 octobre 2006, www.collectionscanada.gc.ca/immigrants/ [page consultée le 4 août 2009].

Borden, sir Robert Laird. *Robert Laird Borden: His Memoirs*, Toronto, Macmillan of Canada, 1938.

Brown, Robert Craig. *Robert Laird Borden: A Biography*, Toronto, Macmillan of Canada, 1975.

English, John. *Borden: His Life and World*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1977.

_____. *The Decline of Politics: The Conservatives and the Party System*, Toronto, University of Toronto Press, 1993.

Granatstein, J.L. et Norman Hillmer. *Prime Ministers: Ranking Canada's Leaders*, Toronto, Harper Collins, 1999.

L'Encyclopédie canadienne. « Projet de loi d'aide à la Marine », www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0005664 [page consultée le 4 août 2009].

Les premiers ministres du Canada, 1867-1994, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].

Les premiers ministres du Canada, 1867-1994 : biographies et anecdotes, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].

Saunders, Kathleen. *Robert Borden*, Don Mills (Ont.), Fitzhenry and Whiteside, 1978.

Wilson, Harold Arnold. *The Imperial Policy of Sir Robert Borden*, Gainesville, University of Florida Press, 1966.